

Trois observateurs de l'ONU assassinés

L'Humanité, 8 avril 1994

LA situation est « très confuse et dangereuse » à Kigali, où trois observateurs militaires belges de l'ONU ont été tués, a annoncé jeudi Joe Sills, porte-parole du secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali, au lendemain de la mort des présidents du Rwanda et du Burundi. Joe Sills a également confirmé la mort du premier ministre rwandais, Agathe Uwilingiyimana, abattue près du palais présidentiel. En outre, dix-sept prêtres rwandais auraient été massacrés jeudi dans la capitale par des soldats se livrant à une véritable chasse aux religieux, a annoncé, à Bruxelles, l'agence de presse Belga, citant une source contactée par téléphone à Kigali.

Un autre porte-parole de l'ONU, Fred Eckhard, a, lui, indiqué que les autorités de la MINUAR (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda) tentent actuellement de former « un comité de la paix comprenant les parties, les forces armées et la gendarmerie, dans un effort visant à établir une autorité susceptible de restaurer l'ordre à Kigali ». La MINUAR a également accusé des éléments de la garde présidentielle d'avoir

enlevé jeudi trois ministres rwandais, membres de partis d'opposition au président Juvénal Habyarimana, et trois observateurs militaires de l'ONU, sans armes, affectés à leur protection. On ignorait dans la soirée si les observateurs de la MINUAR tués jeudi étaient précisément ceux qui accompagnaient les ministres. Les trois ministres enlevés à leur domicile, certains avec leurs familles, sont tutsis, ou hutus originaires du sud du pays, alors que les Hutus du Nord détiennent le pouvoir. En revanche, la capitale du Burundi, Bujumbura, est restée calme toute la journée, de même que les provinces du pays, a indiqué le représentant spécial au Burundi du secrétaire général de l'ONU, Ahmedou Ould Abadallah (voir nos informations page 15).

De leur côté, Paris et Bruxelles ont réclamé une enquête pour déterminer les circonstances exactes de la mort des présidents rwandais et burundais. Selon des sources diplomatiques, la France, en étroite relation avec la Belgique, étudie l'évacuation de ses ressortissants au Rwanda, soit quelque six cents personnes.